

La démocratie selon Jacques Rancière

Étrange réflexion que celle à laquelle nous invite le philosophe Jacques Rancière, dans un petit livre édité à La Fabrique (qui publia courageusement l'excellent travail de Norman Finkelstein) : la démocratie serait menacée non pas seulement par ses ennemis classiques (les « totalitarismes » de toutes sortes), mais par une grande partie des élites démocrates elles-mêmes, lesquelles tendraient à promouvoir une démocratie combattant les « mœurs démocratiques » (individualisme, laisser-aller moral, etc.) en faveur d'une responsabilisation par l'économique (le libéralisme le plus abscons), et cela afin de sauver la démocratie de ses propres « excès », voire de sa propre logique. Rancière se propose donc de montrer les tenants et les aboutissants de cette optique dont les fameux « nouveaux philosophes » furent, on s'en souvient, les défenseurs les plus lassants.

Mais ce n'est ni de la fausseté des thèses de ces derniers ni, au contraire, de la légitimité ou des bienfaits de ces « mœurs démocratiques » que Rancière traite ; ce qui, au fond, l'intéresse, c'est de préserver l'idéal démocratique vacillant de ses critiques ; c'est de sauver la démocratie de ceux qui la méprisent, l'utilisent ou la gâchent.

Sa démonstration est, en gros, la suivante : la démocratie n'est pas ce que l'on croit ; elle ne se *réduit aux* ni ne se *présume des* institutions auxquelles la science et la philosophie politiques l'assimilent si souvent : suffrage universel, séparation des pouvoirs, constitutionnalisme, parlementarisme, souveraineté populaire, etc. La démocratie est en fait en-deçà des formes que l'on peut lui donner ; son essence tient plutôt dans l'indétermination « métaphysique » de ceux qui ont accès au pouvoir et dans la rupture avec un quelconque ordre naturel (ou transcendant) justifiant ce même pouvoir et donnant légitimité à ceux qui le possèdent ou le conquièrent. Du reste, il en va de la démocratie comme des droits de l'homme : on est condamné à être déçu et à les réprocher si l'on ne s'attache qu'à leurs formes, qu'à leurs principes ; ce qui compte, c'est le jeu qu'ils permettent – un jeu de va-et-vient, de reconquête, voire d'équilibrage, entre sphère privée et sphère publique pour ce qui regarde la démocratie, entre l'homme et le citoyen pour ce qui concerne les droits de l'homme. Autrement dit, en bon cybernéticien, Rancière affirme que ce qui compte, c'est la relation entre des entités, des catégories réelles ou idéales (l'État, la société ; l'homme, le citoyen) mais complémentaires par le jeu d'ajustements de leur relation : l'indétermination et la « dénaturalisation » démocratiques, d'une part, la notion d'homme nu, abstrait, et de citoyen, concret, d'autre part, permettent envers et contre toute critique marxienne ou arendtienne une dynamique qui est, précisément, l'essence de la démocratie.

Ouf ! La voici sauvée... Car de quel ordre sont, précisément, les critiques à son égard ? D'ordre... formel. En effet, soit on lui reproche la confiscation du pouvoir par une oligarchie et une technocratie qui ne représentent plus rien, une domination de l'exécutif, une soumission à une idéologie qui repousse toute forme de critique ou de résistance dans les catégories de discrédit du populisme ou de l'extrémisme, etc. ; soit on l'accuse de pourrir les mœurs, de rendre mou, indolent, de réduire l'action de l'individu à celle du client. On critique le mauvais fonctionnement de ses institutions (l'État) ou ses effets pervers sur le mode de vie (la société). Or, qu'importe les institutions et le mode de vie, nous dit Rancière : la démocratie est ailleurs.

En un mot comme en cent : aussi fondées soient ces critiques, la démocratie s'en sort sans une égratignure puisque son essence – souple, dynamique et, pour ainsi dire, postmoderne – son essence est en-deçà de tous ses défauts, de tous ses dysfonctionnements, c'est-à-dire de ce que l'auteur – non sans honnêteté – reconnaît être ses manifestations concrètes.

Malgré l'indéniable talent de l'auteur, l'on ne peut s'empêcher de se demander si tout cela en valait vraiment la peine : si ce retrait, cet évitement, ce dépouillement, cette

apophase un peu stoïque, cette petite marelle rhétorique visant à sacrifier les meubles cassés pour purifier le volume d'air qui y était contenu en valait vraiment la chandelle... Car enfin, non seulement Rancière oublie opportunément certains aspects de l'imaginaire démocratique (théorie du contrat, croyance dans la nécessité de l'État, procès d'homogénéisation, etc.) qui eussent compliqué son échappée belle, mais en plus, il pèle si bien le concept de démocratie que, une fois l'opération finie, il n'en reste plus rien, sinon une notion, plus complexe encore, et qui a nom : pouvoir ou rapport de forces. Quant à cette indétermination qui fonderait la démocratie, la logique démocratique, on eût apprécié que Rancière la réfléchît, elle aussi, car tout bien considéré, les sociétés (comme les institutions) démocratiques n'ont de cesse de l'invoquer pour mieux la repousser – en témoignent ces religions séculières que sont aujourd'hui les sciences ou encore la nécessité, ressentie par tout démocrate, de réinscrire le fonctionnement de l'État dans une mythologie (le développement), une cosmogonie (l'évolution) ou encore des rites (médiatiques ou économiques). L'indétermination, comme le fameux vide du pouvoir, est un mytheme moderne qui a pour fonction de légitimer le fait par l'idéal-type et, pour tout dire, de donner une assise idéologique à un ordre d'actions, à un système qui dépasse la sacro-sainte *volonté* des hommes modernes.

Frédéric DUFOING

Jacques RANCIÈRE, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, Paris, 2005.